

Séance du 23 février 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-trois février à 20h30, le Conseil Municipal de la Commune de LA VILLE ES NONAIS dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. CORNEE Jean-Malo, Maire.

Date de la convocation : 15 février 2022

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 15

Présents : M. CORNEE Jean-Malo - Mme CONTIN Florence - M. DESAUNAY Jacques - Mme BUSNEL Claudine - M. TROUCHARD Michel - M. CHEVALIER Philippe - Mme BEUREL Marie-Claire - M. LECOULANT Sylvain - M. ANNIC Laurent - Mme LEHEUTRE-TOMASSONI Sandrine - M. GUERIN Morgan - Mme HAISE Sophie - Mme LEPOURRY Dominique - M. LE MASSON Stéphane - Mme MAYEUX Fabienne

Absents excusés :

Secrétaire de séance : M. LECOULANT Sylvain

Monsieur le Maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil municipal.

M. Sylvain LECOULANT a été nommé pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

- • **Approbation du procès-verbal de la séance du 11 janvier 2021 à l'unanimité.**

DCM 2022-06

Objet : Autorisation d'engager de liquider et de mandater les dépenses d'investissement du budget commune

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2022 de la Commune lors de son adoption.

Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Opération	Chapitre	Articles	Montant
104-Matériels	21	2158	2 500.00 €
117-Aménagement de Doslet	20	203	1 450.00 €
TOTAL			3 950.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **DECIDE** d'accepter les propositions de Monsieur le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement mentionnées.

DCM 2022-07

Objet : Budget Commune : Approbation du Compte de gestion du trésorier 2021

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du receveur à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

En application des articles L. 1612-12 et L. 2121-31 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la présentation du compte de gestion,

Vu le Budget primitif 2021 de la Commune et les décisions modificatives qui s'y rattachent,

Vu le Compte de gestion 2021 de la Commune dressé par Monsieur le Trésorier municipal, Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré, à l'unanimité,

- **DECLARE** que le Compte de gestion de la Commune dressé pour l'exercice 2021 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.
- **ADOpte** le Compte de gestion 2021 de la Commune.

DCM 2022-08

Objet : Budget Commune : Vote du Compte administratif 2021

Monsieur le Maire remet la Présidence de l'assemblée à Monsieur Jacques DESAUNAY pour le temps de l'examen et du vote du Compte administratif, et quitte la séance.

Les membres de l'assemblée sont invités à approuver le Compte administratif 2021 de la Commune comme suit

Séance du 23 février 2022

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Chiffres 2021	Dépenses	735 940,97 €	126 560,08 €
	Recettes	809 043,55 €	77 889,34 €
	Résultat 2021	73 102,58 €	-48 670,74 €
Reprise résultats 2020	Dépenses		
	Recettes (002) et (001)	174 095,08 €	28 476,14 €
RESULTAT CUMULE PAR SECTION		247 197,66 €	-20 194,60 €
RESULTAT GLOBAL ANNEE 2021			227 003,06 €

Reste à réaliser en Investissement – Opération 115 Terrain multisports

DEPENSES		RAR 2021
Opération 115	2312	118 676,52 €
TOTAL		118 676,52 €

RECETTES		RAR 2021
Fonds de concours		17 000,00 €
DETR		23 400,00 €
TOTAL		40 400,00 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le Compte administratif 2021 de la Commune.

DCM 2022-09

Objet : Budget Commune : Affectation du résultat 2021

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation des résultats de fonctionnement et d'investissement du budget Commune.

- Résultat de fonctionnement : 247 197,66 €
 - à l'article 002, Excédent de fonctionnement reporté 148 697,66 €
 - à l'article 1068, Excédent de fonctionnement capitalisé 98 500,00 €
- Résultat d'investissement : 20 194,60 €
 - à l'article 001, Déficit d'investissement reporté 20 194,60 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **ADOpte** cette proposition d'affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget de la Commune.

DCM 2022-10

Séance du 23 février 2022

Objet : Budget Camping : Approbation du Compte de gestion du trésorier

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du receveur à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

En application des articles L. 1612-12 et L. 2121-31 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la présentation du compte de gestion,

Vu le Budget primitif 2021 du Camping et les décisions modificatives qui s'y rattachent,

Vu le Compte de gestion 2021 du Camping dressé par Monsieur le Trésorier municipal,
Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DECLARE** que le Compte de gestion du Camping dressé pour l'exercice 2021 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.
- **ADOpte** le Compte de gestion 2021 du Camping.

DCM 2022-11

Objet : Budget Camping : Vote du Compte administratif 2021

Monsieur le Maire remet la Présidence de l'assemblée à Monsieur Jacques DESAUNAY pour le temps de l'examen et du vote du Compte administratif, et quitte la séance.

Les membres de l'assemblée sont invités à approuver le Compte administratif 2021 du Camping comme suit :

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Chiffres 2021	Dépenses	27 303,85 €	135,79 €
	Recettes	25 214,73 €	- €
	Résultat 2021	- 2 089,12 €	- 135,79 €
Reprise résultats 2020	Dépenses		
	Recettes (002) et (001)	34 040,26 €	
RESULTAT CUMULE PAR SECTION		31 951,14 €	-135,79 €
RESULTAT GLOBAL ANNEE 2021			31 815,35 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le Compte administratif 2021 de la Camping

Séance du 23 février 2022

DCM 2022-12

Objet : Budget Camping : Affectation du résultat 2021

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation des résultats de fonctionnement et d'investissement du budget Camping.

- Résultat de fonctionnement : 31 951.14 €
 - à l'article 002, Excédent de fonctionnement reporté 31 815.35 €
 - à l'article 1068, Excédent de fonctionnement capitalisé 135.79 €
- à l'article 001, Déficit d'investissement reporté 135.79 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **ADOpte** cette proposition d'affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget du Camping.

DCM 2022-13

Objet : Budget Mouillage : Approbation du Compte de gestion du trésorier

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du receveur à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

En application des articles L. 1612-12 et L. 2121-31 du Code général des collectivités territoriales relatifs à la présentation du compte de gestion,

Vu le Budget primitif 2021 du Mouillage et les décisions modificatives qui s'y rattachent,

Vu le Compte de gestion 2021 du Mouillage dressé par Monsieur le Trésorier municipal,
Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DECLARE** que le Compte de gestion du Mouillage dressé pour l'exercice 2021 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.
- **ADOpte** le Compte de gestion 2021 du Mouillage.

DCM 2022-14**Objet : Budget Mouillage : Vote du Compte administratif 2021**

Monsieur le Maire remet la Présidence de l'assemblée à Monsieur Jacques DESAUNAY pour le temps de l'examen et du vote du Compte administratif, et quitte la séance.

Les membres de l'assemblée sont invités à approuver le Compte administratif 2021 du Mouillage comme suit :

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Chiffres 2021	Dépenses	24 625,90 €	1 061,30 €
	Recettes	24 877,14 €	2 876,78 €
	Résultat 2021	251,24 €	1 815,48 €
Reprise résultats 2020	Dépenses		
	Recettes (002) et (001)	14 804,22 €	5 600,63 €
RESULTAT CUMULE PAR SECTION		15 055,46 €	7 416,11 €
RESULTAT GLOBAL ANNEE 2021			22 471,57 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **APPROUVE** le Compte administratif 2021 de la Mouillage

DCM 2022-15**Objet : Budget Mouillage : Affectation du résultat 2021**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à l'affectation des résultats de fonctionnement et d'investissement du budget Mouillage.

- Résultat de fonctionnement : 15 055.46 €
 - à l'article 002, Excédent de fonctionnement reporté 15 055.46 €
 - à l'article 1068, Excédent de fonctionnement capitalisé
- Résultat d'investissement : 7 416.11 €
 - à l'article 001, Excédent d'investissement reporté 7 416.11 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **ADOpte** cette proposition d'affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget Mouillage.

DCM 2022-16**Objet : Vente et fixation du tarif pour l'ancien mobilier de la Salle Solidor**

M. le Maire fait part à l'assemblée que l'ancien mobilier de la Salle Solidor a été conservé et qu'il est actuellement remisé dans un local.

De ce fait, M. le Maire propose de vendre ce mobilier (tables et chaises) afin de libérer le local

Séance du 23 février 2022

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- **DECIDE** de vendre l'ancien mobilier de la Salle Solidor
- **FIXE** les tarifs comme suit :
 - Table abimée : 5 €
 - Table : 10 €
 - Lot de 6 chaises : 12 €
- **AUTORISE** M. le Maire à percevoir le produit de la vente à l'article 7788 Produits exceptionnels du Budget Communal

DCM 2022-17

Objet : Création d'un poste permanent statutaire : Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM)

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante :

Aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services. De même, la modification du tableau des effectifs afin de permettre les avancements de grade relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

Enfin,

- les suppressions d'emplois
- les modifications excédant 10 % du nombre d'heures de service hebdomadaire et/ou ayant pour effet de faire perdre le bénéfice de l'affiliation à la CNRACL

sont soumises à l'avis préalable du Comité Technique (Paritaire).

Monsieur le Maire, propose à l'assemblée délibérante :

Vu le décret n°88-145 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale

Vu le tableau des emplois adopté par délibération n°2021-042 du 22 septembre 2021

Vu le budget 2022

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 2017-028 du 6 juin 2017 adoptée le 6 juin 2017

Considérant la nécessité de créer un emploi permanent compte tenu des besoins du service.

En conséquence, la création d'un emploi permanent d' ATSEM à temps complet pour assister les enseignants pour : l'aide à l'enfant dans l'acquisition de l'autonomie, la surveillance de la sécurité et de l'hygiène des enfants, l'assistance de l'enseignant dans la préparation et/ou l'animation des activités pédagogiques, l'aménagement et l'entretien des locaux et des matériaux destinés aux enfants, l'accueil

avec l'enseignant des enfants et des parents ou substituts parentaux, l'encadrement des enfants avant, pendant et après le repas à compter du 01/04/2022

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière Médico-Sociale, au grade d'Agent spécialisé principal de 2e classe des écoles maternelles

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article 3-2.

Le traitement sera calculé par référence à l'échelon.

L'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 1°) ou 2°) de la loi n°84-53 modifiée à savoir, en l'absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ou pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté

- le motif
- la nature des fonctions
- les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **ADOpte** la proposition du Maire
- **MODifie** le tableau des emplois
- **INSCRIT** au budget les crédits correspondants
- **DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/04/2022.
- **INFORME** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

DCM 2022-18

Objet : Création d'un poste non permanent pour un accroissement saisonnier : Agent d'accueil et de gardiennage du camping municipal

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante :

Aux termes de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Monsieur le Maire, propose à l'assemblée délibérante :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3 I 1°), 3 I 2°),

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le budget n° 2022

Séance du 23 février 2022

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent compte tenu d'un accroissement saisonnier d'activité pour l'année 2022 au camping municipal de Vigneux

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés : à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 I 2°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération maximum de 367

Elle prendra en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **D'ADOPTER** la proposition du Maire ;
- **DE MODIFIER** le tableau des emplois ;
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants ;
- **DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 02/08/2022 ;
- **INFORME** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

DCM 2022-19

Objet : Création d'un poste non permanent pour le remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel absent C : Agent des services technique

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante :

Aux termes de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Monsieur le Maire, propose à l'assemblée délibérante :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des emplois adopté par l'assemblée délibérante

Vu le budget 2022

Considérant la nécessité de remplacer un agent dans le service technique à compter du 15 mars 2022 en raison du congé maladie d'un agent.

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'un agent contractuel de droit public pour faire face temporairement à un besoin lié au remplacement d'un fonctionnaire dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.

Ce contrat est conclu pour une durée déterminée et renouvelé, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire à remplacer. Il peut prendre effet avant le départ de cet agent et/ou après son retour pour une mission de tuilage.

L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C

L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle sur un emploi équivalent.

La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération maximum de (IB432 / IM 382)

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **D'ADOPTER** la proposition du Maire ;
- **DE MODIFIER** le tableau des emplois ;
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants ;
- **DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1/04/2022 ;
- **INFORME** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État.

DCM 2022-20

Objet : Liste des territoires soumis au recul du trait de côte : consultation des communes

Monsieur le Maire indique que, par mail du 15 décembre dernier, Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Malo a informé la collectivité de la nécessité de délibérer sur le dispositif d'érosion du trait de côte.

Pour ce qui concerne notre secteur, 3 communes (Dinard, Saint-Malo et Saint-Lunaire) font partie d'une liste de communes considérées comme vulnérables face à l'érosion du trait de côte, et cela sur la base de critères nationaux.

Il est proposé aux autres communes littorales de s'inscrire sur cette liste, si elles le souhaitent.

Les conséquences d'une inscription sur la liste sont les suivantes :

- Obligation de cartographie du recul et inscription dans le PLU : cela veut dire une étude locale (pouvant être subventionnée à 80 % par l'Etat), et une nouvelle modification du PLU
- Des règles d'urbanisme particulières : par exemple, interdiction des constructions dans la zone de recul (interdiction qui sera identifiée par la cartographie)

Séance du 23 février 2022

- Un droit de préemption spécifique pour permettre l'acquisition des biens exposés au risque.
- La possibilité d'identifier des secteurs d'accueils d'activités dans le SCOT OU PLU
- Des dérogations à la loi littorale sous certaines conditions pour la mise en œuvre de la relocalisation

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DÉCIDE** de solliciter l'inscription de LA VILLE ES NONAIS sur la liste des communes.

DCM 2022-21

Objet : Mise à jour du tableau des effectifs

M. le Maire propose au conseil la mise à jour du tableau des effectifs suite à des mouvements de personnels : réussite à des concours et création d'un poste permanent.

Le nouveau tableau des effectifs proposé est le suivant :

Tableau des effectifs - LA VILLE ES NONAIS 01/04/2022							
FONCTION	GRADE(S) ASSOCIE(S)	CAT	Service	Effectif Budgétaire	Effectif Pourvus	Dont Contractuel	Durée hebdomadaire
FILIERE ADMINISTRATIVE							
Secrétaire Général	Rédacteur	B	Administratif	1	1	0	TC (35)
Assistante service à la population	Adjoint Administratif principal de 2e classe	C	Administratif	1	1	0	TC (35)
Sous total filière administrative				2	2	0	
FILIERE TECHNIQUE							
Responsable du service technique	Agent de Maîtrise principal	C	Technique	1	1	0	TC (35)
Agent technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	C	Technique	1	1	0	TC (35)
Agent technique	Adjoint technique principal de 2e classe	C	Technique	1	1	0	TC (35)
Agent d'entretien et restauration scolaire	Adjoint technique	C	Sco/Périsco	2	2	0	TC (35)
Agent polyvalent scolaire périscolaire	Adjoint technique	C	Sco/Périsco	1	1	0	TC (35)
Sous total filière médico social				6	6	0	
FILIERE MEDICO -SOCIALE							
ATSEM	ATSEM	C	Sco/Périsco	1	1	0	TC (35)
Sous total filière médico social				1	1	0	
TOTAL				9	9	0	
Emploi non permanent							
FILIERE TECHNIQUE							
Agent périscolaire	Adjoint technique	C	Sco/Périsco	0,3	0,3	0,3	TNC 12 (35)
Agent d'animation culturel	Adjoint Animation	C	Culturel	0,4	0,4	0,4	TNC 15 (35)

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **VALIDE** la mise à jour du tableau des effectifs.

DCM 2022-22

Objet : AVIS : Modification statutaire – Changement de dénomination et mise à jour des compétences de l'agglomération.

L'agglomération a adopté son projet de territoire lors de sa séance du 18 novembre dernier. Afin de lui donner un nouvel élan et de soutenir la dynamique de son projet de territoire, il apparaît utile de faire évoluer sa dénomination pour lui donner davantage de force et de lisibilité.

Séance du 23 février 2022

Par ailleurs, la loi *Engagement et proximité* du 27 décembre 2019 a supprimé la catégorie des compétences optionnelles.

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire de procéder à une modification statutaire afin de faire évoluer deux points :

- faire évoluer le nom de l'EPCI,
- opérer la mise à jour des compétences de l'agglomération.

L'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que la modification statutaire doit d'abord faire l'objet d'une délibération sur le changement proposé.

A compter de la notification du conseil communautaire au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement, soit 2/3 des communes pour 1/2 de la population, soit l'inverse.

Enfin, la décision de modification fait l'objet d'un arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

I- Evolution du nom

Créée à compter du 1^{er} janvier 2001, notre agglomération s'appelait tout d'abord « **C.A.P MALO – Communauté de l'Agglomération du Pays de Saint-Malo** ».

En 2004, son nom a évolué pour devenir « **Saint-Malo Agglomération – Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Malo** », au terme d'une modification de ses statuts.

Afin de donner un nouvel élan à notre agglomération et de soutenir la dynamique de son projet de territoire, il apparaît utile de faire évoluer sa dénomination pour lui donner davantage de force et de lisibilité. En effet, le mot Agglomération, le plus souvent confondu avec la notion de Ville, amène souvent le grand public à confondre Saint-Malo Agglomération avec la Ville de Saint-Malo. Or, si cette dernière permet de positionner notre territoire à l'échelle nationale et internationale, l'agglomération est bien plus grande : par son étendue bien sûr, mais aussi parce que la coopération entre ses 18 communes forme un « grand tout » dont la richesse et la diversité doivent être identifiées par l'ensemble des habitants.

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter une nouvelle dénomination pour notre EPCI : « **Grand Saint-Malo** » et de modifier l'article 1 des statuts de l'agglomération pour y inscrire cette nouvelle dénomination.

II- Mise à jour des compétences de Saint-Malo Agglomération

Dans un souci de simplification, la catégorie des *compétences optionnelles* est désormais supprimée par la loi. Ainsi, les compétences initialement optionnelles sont transformées par la loi du 27 décembre 2019 (loi n° 2019-1461 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique) en des compétences exercées à titre supplémentaire par les communautés d'agglomération.

Aussi, il est proposé de mettre à jour la rédaction des compétences de l'agglomération pour se conformer à ces dispositions. Il en résulte les *compétences obligatoires* et les *compétences supplémentaires* suivantes :

A. COMPETENCES OBLIGATOIRES

Les modifications apportées au contenu des compétences par la présente délibération sont ainsi surlignées.

Séance du 23 février 2022

1. En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L 4251-17 du CGCT ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
2. En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ;
3. En matière d'équilibre social de l'habitat : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;
4. En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.
5. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L 211-7 du Code de l'Environnement ;
6. En matière d'accueil des gens du voyage : Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
7. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;
8. Eau ;
9. Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L 2224-8 ;
10. Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L 2226-1.

B. COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES

11. Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

Séance du 23 février 2022

12. En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

13. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

14. Tourisme : l'accompagnement des démarches de qualité, la labellisation et les classements.

15. Missions de prestations de services : dans la limite de ses compétences et dans les conditions définies par convention entre la communauté d'agglomération et les communes concernées, la communauté d'agglomération pourra exercer pour le compte d'une ou plusieurs communes (membres ou extérieures), ou pour le compte d'un ou plusieurs EPCI, ou syndicats, toutes études, missions ou prestations de service. Cette intervention donnera lieu à une facturation spécifique dans les conditions définies par la convention visée ci-dessus.

16. Participation (ou organisation), en complément éventuel des autres collectivités locales, à des grands événements concourant à la promotion du territoire de la communauté d'agglomération.

17. Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

18. Appui à l'enseignement supérieur et recherche : soutien aux projets et aux actions de développement et de promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche et soutien à la vie étudiante, réalisation et/ou participation à des études liées à l'enseignement supérieur et la recherche, mise à disposition de moyens.

19. Voirie en dehors du territoire communautaire : réalisation, gestion et entretien des voies d'accès dont la fonction principale est la desserte d'une zone communautaire, y compris si cette voie est située hors du territoire communautaire à condition dans cette hypothèse que l'intervention de l'EPCI ne soit pas possible dans des conditions similaires sur son territoire et que la collectivité propriétaire donne son accord.

20. Eau de mer : Construction et gestion d'un réseau en eau de mer, entre la ZAC Atalante et la Rance, desservant le Grand Aquarium de Saint-Malo. Construction et gestion d'un ouvrage d'alimentation en eau de mer à partir de la Varde.

21. Lutte contre le développement du frelon asiatique.

22. Préservation du bocage dans le cadre du programme Breizh Bocage.

23. Financement du contingent SDIS.

24. Accès à la mer : Création, aménagement et gestion des infrastructures d'accès à la mer d'intérêt communautaire suivants : Port Picain à Cancale, Plage du Pont à Saint-Malo, Quai de Rance à Saint-Suliac.

25. Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (item 12 de l'article L 211-7 I du Code de l'Environnement)

26. Création, aménagement, gestion et animation d'un Relais Assistants Maternels (RAM).

Vu l'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DEPARTEMENT : ILLE ET VILAINE
ARRONDISSEMENT : SAINT MALO
COMMUNE : LA VILLE ES NONAIS

2022/11
Paraphe

Séance du 23 février 2022

Vu l'arrêté préfectoral n°35-2018-12-27-002 du 27 décembre 2018 portant modification des statuts de l'agglomération et son annexe,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à 14 voix CONTRE et 1 voix POUR

- **DESAPPROUVE** la mise à jour des statuts telle qu'elle est énoncée ci-dessus,
- **DESAPPROUVE** la nouvelle dénomination de l'agglomération : **Grand Saint-Malo**,
- **EMET** un avis défavorable à la présente délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h35

Le Secrétaire de Séance
Mme LECOULANT Sylvain



Le Maire
Jean-Malo CORNEE



Jean-Malo CORNEE, Maire

Florence CONTIN, 1^{ère} Adjointe

Jacques DESAUNAY, 2^e Adjoint

Claudine BUSNEL, 3^e Adjointe

TROUCHARD Michel, 4^e Adjoint

CHEVALIER Philippe

BEUREL Marie-Claire

LECOULANT Sylvain

ANNIC Laurent

LEHEUTRE-TOMASSONI Sandrine

MAYEUX Fabienne

GUERIN Morgan

HAISE Sophie

LEPOURRY Dominique

LE MASSON Stéphane